

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

26 mars 2014

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code civil,
la loi du 19 juillet 1991
relative aux registres de la population
et aux cartes d'identité
et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant
un registre national des personnes physiques
et l'arrêté royal du 10 décembre 1996
relatif aux pièces et certificats d'identité
pour enfants de moins de douze ans,
afin de prévenir l'enlèvement parental
international d'enfants**

**AVIS DE LA COMMISSION
DE LA PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE**

Document précédent:

Doc 53 **0633/ (2010/2011):**

001: Proposition de loi Mme De Permentier et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

26 maart 2014

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek,
de wet van 19 juli 1991 betreffende
de bevolkingsregisters en tot wijziging van de
wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een
Rijksregister van de natuurlijke personen en
de identiteitskaarten alsmede het koninklijk
besluit van 10 december 1996 betreffende
de identiteitsstukken en -bewijzen
voor kinderen onder de twaalf jaar,
ter voorkoming van internationale
kinderontvoeringen door een ouder**

**ADVIES VAN COMMISSIE
VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER**

Voorgaand document:

Doc 53 **0633/ (2010/2011):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw De Permentier c.s.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

**Avis n° 19/2014 du 19 mars 2014**

Objet : demande concernant la proposition de loi *modifiant le Code civil, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux pièces et certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans, afin de prévenir l'enlèvement parental international d'enfants* (CO-A-2014-022)

La Commission de la protection de la vie privée (ci-après "la Commission") ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après "la LVP"), en particulier l'article 29 ;

Vu la demande d'avis du Président de la Chambre des représentants, Monsieur André Flahaut, reçue le 24/02/2014 ;

Vu le rapport de Monsieur Jo Baret ;

Émet, le 19 mars 2014, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE D'AVIS

1. Le 21/02/2014, le Président de la Chambre des représentants a demandé à la Commission d'émettre un avis en urgence concernant la proposition de loi introduite le 18/11/2010 *modifiant le Code civil, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux pièces et certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans¹, afin de prévenir l'enlèvement parental international d'enfants*. Cette proposition de loi vise à élaborer un instrument qui doit contribuer à prévenir l'enlèvement parental international d'enfants.

2. Des moyens permettant de prévenir ce délit constituent une meilleure alternative que la sanction après les faits. Il n'est pas rare que ces sanctions pénales restent lettre morte et, qui plus est, cela ne ramène par l'enfant emmené illégalement.

3. La proposition de loi entend faciliter les contrôles concernant de tels faits aux frontières extérieures de l'espace Schengen en prévoyant la possibilité de mentionner sur les cartes d'identité d'enfants que l'enfant ne peut pas franchir la frontière extérieure sans l'assentiment d'un parent déterminé.

II. EXAMEN DE LA PROPOSITION DE LOI

A. FINALITÉ

4. La finalité des modifications de loi proposées est de prévenir l'enlèvement parental international d'enfants, tel que décrit à l'article 432, §§ 2 à 4 du Code pénal.

5. Il s'agit d'une finalité déterminée et explicite (article 4, § 1, 2° de la LVP). Cette finalité est également légitime. Les traitements de données à caractère personnel qui en découlent reposent sur l'article 5, premier alinéa, c) et d) de la LVP. Dans la mesure où la mention visée sur la carte d'identité doit être considérée comme une mesure de sécurité, il s'agit d'un traitement autorisé sur la base de l'article 8, § 2, b) de la LVP.

¹ Il ne s'agit pas de l'intitulé actuel de cet arrêté royal.

B. PROPORTIONNALITÉ

6. L'article 6, § 2 de la loi du 19 juillet 1991 *relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques* énumère de manière limitative les mentions que comporte la carte d'identité. L'ajout d'une nouvelle mention sur l'eID (carte d'identité électronique) exige donc une adaptation (extension) de cette énumération.

7. Par souci de clarté, il est d'ailleurs souhaitable que toutes les informations devant/pouvant figurer sur une carte d'identité soient regroupées dans un seul article ou du moins dans une seule loi. Dans le cas contraire, il est impossible de garder une vue d'ensemble des mentions légalement autorisées sur une carte d'identité.

8. Afin que la mention édictée par le juge compétent en application des nouveaux articles 374/1 et 374/2 du Code civil puisse être apposée sur la carte d'identité d'un enfant, elle doit, comme cela a déjà été précisé, être reprise dans l'énumération de l'article 6, § 2.

9. L'article 4 de la proposition de loi ajoute à cet effet un point 13° à l'article 6, § 2, deuxième alinéa, à savoir : "*13° la mention prévue à l'article 374/1 du Code civil*". À l'article 6, § 2, troisième alinéa, une même mention est ajoutée en guise de point 7°.

10. La Commission juge que l'apport d'une telle mention sur la carte d'identité d'un enfant est adéquat, pertinent et non excessif (article 4, § 1, 3° de la LVP) à la lumière de la finalité, à savoir prévenir l'enlèvement parental international d'enfants. Pour les contrôleurs frontaliers, une telle mention a une fonction de feu clignotant : tout contrôler à fond avant d'accorder le passage à l'enfant.

11. Suite au complément envisagé de l'article 6, § 2, deuxième alinéa, la mention est apportée aussi bien de manière visible à l'œil nu que lisible de manière électronique sur l'eID de l'enfant. L'avantage d'une mention visible à l'œil nu est que l'information est et reste disponible si le lecteur de cartes ne fonctionne plus ou si la puce de l'eID présente un défaut. L'inconvénient d'une mention visible à l'œil nu est que lorsque celle-ci change, par exemple lorsque la décision relative à la mention fait l'objet d'une réforme en appel, l'eID doit être remplacée et cette mesure a un coût. C'est la raison pour laquelle il est préférable qu'une donnée sujette à des modifications, ce qui est le cas en l'occurrence, soit exclusivement mentionnée sur la puce électronique.

12. Si l'on opte pour une mention aussi bien visible à l'œil nu que lisible de manière électronique, l'ajout à l'article 6, § 2, troisième alinéa est superflu. Le deuxième alinéa traite des données qui sont aussi bien visibles à l'œil nu que lisibles de manière électronique. Si l'on opte pour une mention lisible uniquement de manière électronique, l'ajout à l'article 6, § 2, deuxième alinéa est superflu. Le troisième alinéa énumère les données qui sont uniquement lisibles de manière électronique.

13. Bien que la Commission n'ait aucune objection au principe de la mention sur l'eID, on peut se demander s'il n'est pas plus pratique de reprendre ces mentions dans une banque de données centrale qui serait accessible aux contrôleurs frontaliers (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays). Il est plus facile de tenir à jour les informations dans une banque de données centrale que sur des cartes d'identité individuelles.

14. Indépendamment de cela, la Commission a quand même plusieurs questions quant à la manière dont tout cela fonctionnera dans la pratique. Si la mesure ne veut pas manquer son objectif, chaque acteur/personne concerné(e) doit savoir où il/elle en est et à quoi il/elle doit s'en tenir. Actuellement, ce n'est pas le cas :

- Le but est-il que les mentions autorisées par un juge soient reprises dans une banque de données ? Dans des registres ? Si oui, lesquels et sous la responsabilité de qui ?
- Si le juge compétent autorise une mention, cela a-t-il pour conséquence que la mention est d'office apportée sur l'eID lorsque cette dernière est délivrée ou le parent intéressé doit-il demander que cette mention soit reprise lorsqu'il demande à la commune une eID pour l'enfant ?
- Si l'autorisation de la mention conduit à la mention d'office, comment les instances émettrices de la carte d'identité en sont-elles informées ?
- Qu'en est-il si la décision du premier juge fait l'objet d'une réforme en appel : l'eID est-elle d'office adaptée ou le parent intéressé doit-il en demander le remplacement ?
- Si la réforme conduit à une adaptation d'office, comment les instances émettrices en sont-elles informées ? La réforme est-elle reprise dans une banque de données ? Dans des registres ?
- Comment les contrôleurs frontaliers peuvent-ils savoir que la mention sur l'eID est toujours d'actualité (par ex. sur l'eID, il apparaît que l'assentiment du parent A est requis – en appel, cela a été modifié en assentiment du parent B – avant que l'eID ne puisse être adaptée, le parent A part avec l'enfant) ? ;
- Comment l'assentiment du parent qui est mentionné sur l'eID doit-il être prouvé ? La tentation sera grande pour le parent de mauvaise foi de produire un faux document

d'assentiment. Les contrôleurs frontaliers doivent savoir clairement quelles conditions un tel document doit remplir ;

- Qu'en est-il si aucune carte d'identité n'est produite pour l'enfant mais bien un passeport valable (jusqu'à nouvel ordre, les enfants de moins de 15 ans ne sont pas obligés d'avoir une carte d'identité sur eux et le parent peut prétendre de mauvaise foi que l'enfant concerné n'a pas de carte d'identité) ?

15. Les articles 5 et 6 de la proposition de loi prévoient une adaptation de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 *relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans*. Indépendamment de la remarque selon laquelle, pour des raisons de légistique, il n'est pas recommandé de modifier des dispositions d'un arrêté royal via une loi formelle, la Commission attire l'attention sur le fait qu'une adaptation de cet arrêté royal est en préparation.

16. Le 13 mars 2013, la Commission a émis l'avis n° 08/2013 concernant un projet d'arrêté royal *modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans*. Les adaptations de l'arrêté auront pour conséquence qu'outre un document d'identité électronique, seul un titre d'identité électronique pourra encore être délivré aux enfants belges. La pièce d'identité papier et le titre d'identité cartonné disparaissent. À cet effet, il est notamment prévu d'abroger l'article 4 de l'arrêté royal, rendant ainsi l'adaptation envisagée de cet article par la proposition de loi sans objet.

17. Du point de vue de la proportionnalité, le fait que la mention soit également apposée sur le titre d'identité électronique ne suscite aucune objection. Cela requiert une adaptation de l'article 9 de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 qui devrait, de préférence, se faire via un arrêté modificatif.

18. Par souci d'exhaustivité, la Commission attire l'attention sur le fait qu'une modification de l'article 16 *quinquies*, § 1^{er} de cet arrêté – qui contient une énumération des données visibles à l'œil nu et lisibles de manière électronique sur le document d'identité électronique – s'impose.

19. Enfin, la Commission attire l'attention sur le fait que sur la base de l'arrêté royal du 10 décembre 1996, les enfants de nationalité étrangère ne peuvent se voir délivrer qu'un titre d'identité électronique et pas un document d'identité électronique (dans ce cas la carte d'étranger électronique). Aux points 23 et 24 de son avis n° 08/2013, la Commission a recommandé d'élaborer un règlement similaire pour les enfants non belges. Étant donné que les enlèvements parentaux internationaux d'enfants peuvent également toucher des enfants qui n'ont pas la nationalité belge mais sont toutefois domiciliés en Belgique, il est recommandé qu'ils puissent bénéficier d'une même protection.

**PAR CES MOTIFS,
la Commission**

émet un avis favorable concernant l'initiative mais constate que toute une série de problèmes doivent encore être approfondis (voir les points 13 et 14 et l'observation formulée au point 19) afin d'éviter que l'exécution pratique de cette initiative ne s'enlise.

L'Administrateur f.f.,

Le Président,

(sé) Patrick Van Wouwe

(sé) Willem Debeuckelaere

**Advies nr 19/2014 van 19 maart 2014**

Betreft: advies betreffende het wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de identiteitskaarten alsmede het koninklijk besluit van 10 december 1996 betreffende de identiteitsstukken en –bewijzen voor kinderen onder de twaalf jaar, ter voorkoming van internationale kinderontvoeringen door een ouder (CO-A-2014-022)

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (hierna WVP), inzonderheid artikel 29;

Gelet op het verzoek om advies van de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de heer André Flahaut, ontvangen op 24/02/2014;

Gelet op het verslag van de heer Jo Baret;

Brengt op 19 maart 2014 het volgend advies uit:

I. VOORWERP VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. Op 21/02/2014 verzocht de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers de Commissie om dringend advies te verlenen m.b.t. het op 18/11/2010 ingediende wetsvoorstel *tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de identiteitskaarten alsmede het koninklijk besluit van 10 december 1996 betreffende de identiteitsstukken en –bewijzen voor kinderen onder de twaalf jaar¹, ter voorkoming van internationale kinderontvoeringen door een ouder*. Dit wetsvoorstel strekt ertoe om een instrumentarium uit te bouwen dat moet bijdragen tot het voorkomen van internationale kinderontvoeringen door een ouder.

2. Middelen die bijdragen tot het voorkomen van dit misdrijf zijn een beter alternatief dan sanctioneren na de feiten. Die strafsancties blijken niet zelden dode letter en daarenboven brengt dit het wederrechtelijk meegenomen kind niet terug.

3. Het wetsvoorstel wil de controles m.b.t. dergelijke feiten aan de buitengrenzen van de Schengenruimte vergemakkelijken door op identiteitskaarten van kinderen te voorzien in de mogelijkheid om te vermelden dat het zonder de toestemming van een bepaalde ouder de buitengrens niet mag overschrijden.

II. ONDERZOEK VAN HET WETSVORSTEL

A. DOELEINDE

4. Het doeleinde van de vooropgestelde wetswijzigingen is het voorkomen van internationale kinderontvoeringen door een ouder, zoals die worden omschreven in artikel 432, §§ 2 tot 4, *Strafwetboek*.

5. Het betreft een welbepaald en uitdrukkelijk omschreven doeleinde (artikel 4, § 1, 2°, WVP). Het is tevens een gerechtvaardigd doeleinde. De verwerkingen van persoonsgegevens die eruit voorspruiten zijn gestoeld op artikel 5, eerste lid, c) en d), WVP. In de mate dat de beoogde vermelding op de identiteitskaart als een veiligheidsmaatregel moet worden beschouwd, betreft het een verwerking die geoorloofd is op basis van artikel 8, § 2, b) WVP.

¹ Is niet het actuele opschrift van dit koninklijk besluit.

B. PROPORTIONALITEIT

6. Artikel 6, § 2, van de wet van 19 juli 1991 *betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen*, somt op limitatieve wijze de vermeldingen op die de identiteitskaart bevat. Het toevoegen van een nieuwe vermelding op de eID vereist dus een aanpassing (uitbreiding) van deze opsomming.

7. Het is duidelijkheidshalve trouwens wenselijk dat alle informatie die een identiteitskaart moet/mag bevatten in 1 artikel of toch minstens in 1 wet wordt gebundeld. Zo niet wordt het onmogelijk om het overzicht te behouden van de wettelijk toegelaten vermeldingen op een identiteitskaart.

8. Opdat het door de bevoegde rechter in toepassing van de nieuwe artikelen 374/1 en 374/2 *Burgerlijk Wetboek* uitgevaardigde vermelding op de identiteitskaart van een kind kan worden aangebracht, moet deze, zoals reeds werd aangestipt, opgenomen worden in de opsomming van artikel 6, § 2.

9. Artikel 4 van het wetsvoorstel voegt daartoe een 13° toe aan artikel 6, § 2, tweede lid, namelijk: "13° de in artikel 374/1 *Burgerlijk Wetboek* bedoelde vermelding". In artikel 6, § 2, derde lid, wordt eenzelfde vermelding als punt 7° toegevoegd.

10. De Commissie oordeelt dat het aanbrengen van een dergelijke vermelding op de identiteitskaart van een kind in het licht van het doeleinde, namelijk het voorkomen van internationale kinderontvoeringen door een ouder, toereikend, ter zake dienend en niet overmatig is (artikel 4, § 1, 3°, WVP). Het vervult voor de personen die belast zijn met de grenscontrole een knipperlichtfunctie: controleer een en ander grondig vooraleer het kind doorgang te verlenen.

11. Ingevolge de voorgenomen aanvulling van artikel 6, § 2, tweede lid, wordt vermelding zowel met het blote oog zichtbaar als elektronisch leesbaar op de eID van het kind aangebracht. Het voordeel van een met het blote oog zichtbare vermelding is dat de informatie beschikbaar is en blijft indien de leesapparatuur het laat afweten of de chip van de eID een defect vertoont. Het nadeel van een met het blote oog zichtbare vermelding is dat wanneer deze wijzigt, bijvoorbeeld wanneer de beslissing m.b.t. de vermelding in beroep wordt hervormd, de eID moet vervangen worden en daar hangt een prijskaartje aan vast. Vandaar dat een gegeven dat aan wijziging onderhevig is, wat *in casu* het geval is, bij voorkeur uitsluitend op de chip wordt aangebracht.

12. Indien geopteerd wordt voor een zowel met het blote oog zichtbare als een elektronisch leesbare vermelding, dan is de toevoeging in artikel 6, § 2, derde lid, overbodig. Het tweede lid handelt over de gegevens die zowel met het blote oog zichtbaar als elektronisch leesbaar zijn. Indien geopteerd wordt voor een alleen elektronisch leesbare vermelding, dan is de aanvulling van artikel 6, § 2, tweede lid, overbodig. Het derde lid somt de gegevens op die alleen elektronisch leesbaar zijn.

13. Niettegenstaande de Commissie geen bezwaar heeft tegen het principe van de vermelding op de eID, kan de vraag worden gesteld of het niet praktischer is om deze vermeldingen op te nemen in een centrale databank die toegankelijk is voor de personen die belast zijn met de grenscontrole (in binnen- en buitenland). Het is makkelijker om de informatie in een centrale gegevensbank up-to-date te houden dan op individuele identiteitskaarten.

14. Los daarvan heeft de Commissie wel een aantal vragen omtrent hoe een en ander in de praktijk zal werken. Wil de maatregel zijn doel niet voorbij schieten, dan moet iedere actor/betrokkene weten waar hij aan toe is en waar hij zich aan moet houden. Dit is momenteel niet het geval:

- Is het de bedoeling dat de door een rechter toegestane vermeldingen worden opgenomen in een gegevensbank? In registers? Zo ja, welke en onder wiens verantwoordelijkheid?
- Indien de bevoegde rechter een vermelding toestaat, leidt dit tot de ambtshalve vermelding op de eID wanneer deze wordt uitgereikt of moet de belanghebbende ouder vragen dat deze vermelding wordt opgenomen wanneer hij bij de gemeente een eID voor het kind aanvraagt?
- Indien het toestaan van de vermelding leidt tot de ambtshalve vermelding, hoe worden de uitreikende instanties hiervan op de hoogte gebracht?
- Wat als de beslissing van de eerste rechter in beroep wordt hervormd: wordt de eID dan ambtshalve aangepast of moet de belanghebbende ouder de vervanging ervan vragen?
- Indien de hervorming leidt tot een ambtshalve aanpassing, hoe worden de uitreikende instanties hiervan op de hoogte gebracht? Wordt de hervorming opgenomen in een gegevensbank? In registers?
- Hoe kunnen personen die belast zijn met de grenscontrole weten dat de vermelding op de eID nog actueel is? (Bv. op de eID staat dat de toestemming van ouder A vereist is – in beroep wordt dit gewijzigd in toestemming van ouder B – voordat de eID kan worden aangepast vertrekt ouder A met het kind)
- Hoe moet de toestemming van de ouder die op de eID wordt vermeld, worden aangetoond? De verleiding zal voor de ouder te kwader trouw groot zijn om een vals

toestemmingsdocument te produceren. De personen die belast zijn met de grenscontrole moeten duidelijk weten aan welke voorwaarden dergelijk document moet voldoen.

- Wat als geen identiteitskaart voor het kind wordt geproduceerd maar wel een geldig paspoort? (tot nader order zijn kinderen beneden de 15 jaar niet verplicht om een identiteitskaart bij zich te hebben en kan de ouder te kwader trouw beweren dat het betrokkene kind geen identiteitskaart heeft)?

15. De artikelen 5 en 6 van het wetsvoorstel voorzien in een aanpassing van het koninklijk besluit van 10 december 1996 *betreffende de verschillende identiteitsdocumenten voor kinderen onder de twaalf jaar*. Los van de bemerking dat het om legistieke redenen niet aangewezen is bepalingen van een koninklijk besluit te wijzigen via een formele wet, vestigt de Commissie er de aandacht op dat een aanpassing van dit koninklijk besluit in voorbereiding is.

16. Op 13 maart 2013 bracht de Commissie het advies nr. 08/2013 uit m.b.t. een ontwerp van koninklijk besluit *tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1996 betreffende de verschillende identiteitsdocumenten voor kinderen onder de twaalf jaar*. De aanpassingen van het besluit zullen tot gevolg hebben dat aan Belgische kinderen naast een elektronisch identiteitsdocument alleen nog een elektronisch identiteitsbewijs kan worden afgeleverd. Het papieren identiteitsstuk en het kartonnen identiteitsbewijs verdwijnen. Daartoe wordt o.a. voorzien in de opheffing van artikel 4 van het koninklijk besluit, waardoor de voorgestelde aanpassing van dit artikel door het wetsvoorstel zonder voorwerp wordt.

17. Dat de vermelding ook op het elektronisch identiteitsbewijs wordt aangebracht, roept vanuit proportionaliteitsperspectief geen bezwaar op. Het vereist een aanpassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 10 december 1996, die echter beter kan geschieden door een wijzigingsbesluit.

18. Volledigheidshalve vestigt de Commissie er de aandacht op dat ook een wijziging van artikel 16 *quinquies*, § 1, van dit besluit – bevat een opsomming van de gegevens die met het blote oog zichtbaar zijn en elektronisch leesbaar zijn op het elektronisch identiteitsdocument – zich opdringt.

19. Tot slot vestigt de Commissie er de aandacht op dat op basis van het koninklijk besluit van 10 december 1996 aan kinderen van vreemde nationaliteit alleen een elektronisch identiteitsbewijs kan worden uitgereikt, geen elektronisch identiteitsdocument (*in casu* elektronische vreemdelingenkaart). De Commissie adviseerde in randnummers 23 en 24 van het advies nr. 08/2013 dat voor niet-Belgische kinderen een gelijkaardige regeling zou worden uitgewerkt. Vermits internationale kinderontvoeringen door een ouder ook kinderen kunnen treffen die niet de

Belgische nationaliteit hebben maar wel in België gedomicilieerd zijn, is het aangewezen dat zij van eenzelfde bescherming kunnen genieten.

OM DEZE REDENEN

de Commissie,

adviseert gunstig m.b.t. het initiatief maar stelt vast dat er nog een hele reeks problemen verder moeten worden uitgediept (zie randnummers 13 en 14 en de bedenking opgenomen in randnummer 19) teneinde te vermijden dat de praktische uitvoering ervan verzandt.

De Wnd. Administrateur,

De Voorzitter,

(get.) Patrick Van Wouwe

(get.) Willem Debeuckelaere